

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

Hon. MARTIN B. FISHER

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 6 avril 1937



1937

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

Hon. MARTIN B. FISHER

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 6 avril 1937



1937

DISCOURS SUR LE BUDGET

Monsieur l'Orateur,

En me levant pour prononcer le discours communément appelé le budget, nous offrirons à Sa Majesté le roi George VI notre entière loyauté. Nulle part ailleurs dans tout l'empire trouverait-il des sujets plus loyaux et dévoués que dans la province de Québec. En ces temps troublés, alors que les couronnes de divers empires ont été foulées aux pieds, celle de l'empire britannique est demeurée intacte, consolidée par l'indéfectible loyauté d'un peuple aimant, dans toute l'étendue de ses immenses domaines.

A notre brillant jeune chef, le Premier Ministre de la province, nous renouvellerons notre serment de fidélité et de loyauté. Réalisant que la loyauté a assuré la continuité de l'empire britannique intact, nous, comme parti, devrions imiter cet esprit de loyauté envers notre chef bien-aimé, l'honorable Maurice Duplessis, pour le succès de tous ses efforts en vue d'améliorer l'état général des affaires pour le bien-être de ses concitoyens et de sa chère province en général.

Permettez-moi de m'associer à ceux qui ont félicité le proposeur et le secondeur du discours du trône.

Monsieur l'Orateur, je vous offre mes félicitations. Sous votre direction, les procédures de cette Chambre ont été conduites, au cours de la dernière et de la présente sessions, avec la plus grande habileté et dignité. Vos manières courtoises sont dignes de la position que vous occupez.

Un discours sur le budget se divise en trois parties: le passé, le présent et le futur. Je suis sûr qu'on me pardonnera si je passe sous silence les dernières années si odieuses aux esprits clairs et bien pensants, sans distinction de parti politique. Les comptes publics de cette province pour l'exercice terminé le 30 juin 1936 ont été déposés en Chambre.

Au cours des derniers six mois, l'état général des affaires de la province de Québec s'est considérablement amélioré. La situation économique de 90% de la population est bien meilleure, ainsi qu'on peut le constater par les salaires plus élevés et une plus grande facilité pour obtenir du travail permanent.

Ces six derniers mois marquent la plus sensible amélioration dans la reprise des affaires depuis le plus fort de la crise économique en 1933. Cependant, le chômage ne diminue pas dans la proportion de l'augmentation de la production. Par conséquent, ce problème demeure aussi angoissant chez nous que dans les autres provinces ou pays étrangers.

Réalisant la détresse des sans-travail, le gouvernement de l'Union Nationale a mis à la disposition de l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, une somme de \$5,000,000 pour être dépensée en travaux utiles, donnant ainsi de l'emploi aux chômeurs. Commencée en octobre dernier, cette entreprise continue encore à fournir du travail. Quelque 10,000 hommes ont été engagés pour un temps considérable et ainsi des milliers de familles assistées purent reconquérir leur indépendance, relevant du même coup le moral de la population.

Un mouvement d'exploitation de nos mines est poussé avec une intensité jusqu'ici inconnue dans l'histoire de la province de Québec et nous avons de grandes espérances d'une nouvelle amélioration appréciable au cours des prochains douze mois. On a jeté les bases, sur une vaste échelle, d'une importante nouvelle industrie dans cette province, à savoir, celle des mines d'or. Le nouveau gouvernement a confiance dans les possibilités des régions du Nord de la province et est fort sympathique à l'idée du développement de nos ressources minières. Une nouvelle route d'hiver de 125 milles jusqu'à Chibougamou a été construite pour faciliter le transport de la machinerie et du matériel nécessaires. Le gouvernement aide en plus les compagnies de chemins de fer et de transport qui desservent les camps miniers du district de Rouyn. Des bourses d'étude sont accordées aux universités et collèges pour assister les étudiants méritants qui désirent se spécialiser en géologie et en génie minier.

Les ventes de poisson du Québec sur les marchés canadiens ont doublées en 1936, d'après les statistiques fournies par le département des Mines, de la Chasse et des Pêcheries. L'an dernier, l'on a vendu 6,000,000 de livres de poisson; en 1935, 3,000,000 et en 1934, 1,250,000 livres. Il est pratiquement impossible d'évaluer les quantités de poisson consommées sur place. Toutefois le total des produits prêts pour la table, tels que filets et steaks de morue, etc., a été de 3,408,552 livres. De filets de morue et d'églefin seulement, l'on a préparé 1,334,110 livres, une augmentation d'environ 300% sur l'année 1935. Les négociations pour la création d'un marché italien de poisson progressent favorablement.

Agriculture:—La grande industrie fondamentale de l'agriculture a toute la coopération du gouvernement de l'Union Nationale. On peut voir partout des signes encourageants du progrès de cette industrie en ce moment. La passation de la loi instituant l'Office du Crédit Agricole en novembre dernier, mettant à la disposition des cultivateurs en détresse une somme de \$15,000,000, a fait renaître l'espoir en l'avenir. Il ne faudrait pourtant pas considérer cette mesure comme pouvant guérir tous les maux des cultivateurs de la province de Québec, mais le gouvernement espère que ce moyen permettra à des centaines de cultivateurs de demeurer en possession de leurs fermes et avec le temps, payer leurs dettes. Afin d'assurer la prospérité de l'industrie laitière, le commerce du lait a été contrôlé, et, par les différents moyens de coopération, nos cultivateurs peuvent maintenant acheter ce qui leur est nécessaire dans des conditions très avantageuses et écouler leurs propres produits sous la forme et en quantités qui leur rapportent les meilleurs prix.

Parallèlement aux progrès énumérés par diverses branches de l'industrie et du commerce, l'industrie du bois dans notre province s'est notablement améliorée. Le département des Terres et Forêts prévoit que la coupe du bois dans la province égalera celle des années de prospérité. Pas moins de 2,500,000 cordes ont été coupées au cours de l'hiver donnant ainsi de l'ouvrage à une armée de travailleurs.

Enfin, il existe un système de conservation de nos forêts et de reboisement.

Colonisation:—Le gouvernement de la province a signé récemment un arrangement avec le gouvernement fédéral afin de faciliter l'établissement sur les terres de la couronne de personnes désirant demeurer ou retourner à la terre. La Commission de Colonisation fera bientôt les arrangements nécessaires pour le recrutement des familles désireuses de profiter des avantages du nouveau plan de colonisation.

Les bonnes routes jouent un rôle important dans l'avancement de la province de Québec, la plus ancienne du Canada. La province possède déjà 34,695 milles de chemins ruraux, dont 17,336 milles ont été améliorés au cours des dernières années. Depuis notre arrivée au pouvoir en 1936, près de 17,000 milles ont été entretenus et nous devrions pouvoir atteindre le chiffre de 17,500 milles en 1937. Aujourd'hui, c'est un très important et très difficile problème que celui de l'amélioration des routes. D'urgentes réparations sont demandées dans tous les districts et coûteront fort cher, mais elles devront être faites aussi rapidement que possible. L'automne dernier, quoique la saison était un peu avancée, la construction des routes fut vivement poussée, une partie avec les crédits du ministère de la Voirie et l'autre à même les contributions en vertu de la Loi de l'aide aux chômeurs. Beaucoup de ces travaux ont été exécutés dans la région de Québec et dans divers autres districts. Les travaux de voirie, en outre de fournir du travail aux chômeurs, constituent une valeur économique. Les bonnes routes ont donné naissance à l'une des plus importantes industries, celle des véhicules-automobiles. Les garages, postes à essence et de service, les divers moyens de transport sont autant d'avantages pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le tourisme également est devenu une industrie très florissante et le gouvernement actuel est convaincu qu'en construisant de bonnes routes, il en maintiendra et accroîtra le rendement.

Le département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce a été réorganisé et on lui a donné plus d'expansion en vue de rencontrer les conditions actuelles. Les résultats déjà obtenus sont une garantie de son utilité et de sa virtualité.

En ce moment, il est impossible de dire d'une manière déterminée ce que révélera l'année fiscale à son expiration le 30 juin prochain. Toutefois, je crois que cette Chambre a droit à quelque information et je m'efforcerai de vous donner une vue à vol d'oiseau—si je peux m'exprimer ainsi—des opérations financières de la province pour les premiers huit mois de l'exercice en cours, c'est-à-dire du 1er juillet 1936 au 1er mars 1937, par rapport aux chiffres de l'année dernière à la même époque.

1er juillet 1936 au 1er mars 1937:

Revenus ordinaires.....	26,780,097 56
Dépenses ordinaires.....	27,995,113 60
<hr/>	
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires.....	\$ 1,215,016 04

1er juillet 1935 au 1er mars 1936:

Revenus ordinaires.....	23,123,608 57
Dépenses ordinaires.....	29,980,330 95
<hr/>	
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires.....	\$ 6,856,722 38

Par conséquent, vous constaterez que pour les premiers huit mois de l'année, nous avons une balance favorable de \$5,641,706.34 par rapport aux premiers huit mois de l'année dernière.

Je vous ferai aussi remarquer que pendant cette même période de temps, le gouvernement actuel a assumé le coût des pensions de vieillesse pour plus de \$1,000,000.

Nous anticipons qu'à l'expiration de l'exercice en cours, le 30 juin 1937, nous aurons un surplus considérable sur les comptes ordinaires.

Nous avons pu obtenir cette augmentation des revenus par l'application de la loi telle qu'écrite dans les statuts. Les évasions de taxes ont été réduites au minimum et nous avons fait disparaître le favoritisme si longtemps pratiqué dans le passé. L'application de saines et modernes méthodes de comptabilité a non seulement fait augmenter les revenus, mais nous avons pu par ces mêmes méthodes réduire les dépenses, en cette courte période de huit mois, par plus de trois millions de dollars.

Enfin, il n'est plus possible à un employé du gouvernement de toucher son salaire s'il ne se rend pas à son bureau. Dans le passé, dans un département seulement, une somme de \$44,000 par année était payée à des employés qui ne s'étaient pas présentés à leur bureau pendant plusieurs années consécutives.

Des économies considérables ont aussi été effectuées dans les achats de matériel et de fournitures dont les prix sont maintenant de 50% à 75% plus bas que ceux payés par l'ancien régime. Je n'hésite pas à dire que nous économiserons ainsi des millions au cours de l'année prochaine sur les achats faits par le gouvernement.

Monsieur l'Orateur,

Vous vous souviendrez, que dans mon premier discours sur le budget, j'ai promis à l'Assemblée Législative que je m'efforcerais dans mon prochain discours de placer sous vos yeux les prévisions budgétaires couvrant tout le

programme de l'Union Nationale pour l'exercice se terminant au 30 juin 1938. Ceci est le premier budget dont le présent gouvernement accepte l'entière responsabilité, couvrant chaque détail des dépenses projetées et présenté de manière à être compris par le citoyen ordinaire.

Monsieur l'Orateur,

En préparant le tableau des prévisions budgétaires pour le prochain exercice, nous n'avons eu recours à aucun camouflage, ni n'avons jonglé avec les chiffres. Nous nous sommes départis de la coutume si longtemps pratiquée par nos prédécesseurs qui présentaient des budgets couvrant seulement une partie des dépenses de l'année, trompant par conséquent la Législature et le public en général. Par exemple:

Prévisions pour l'exercice terminé le 30 juin 1936.....	35,877,393 26
Dépenses pour le même exercice.....	65,974,076 44

Par conséquent, les dépenses excédaient les prévisions de. \$ 30,096,683 18

Nous plaçons maintenant devant vous dans nos prévisions budgétaires, les faits tels quels, à savoir:

Prévisions budgétaires pour l'année 1937-1938

Revenus ordinaires, estimés à.....	46,829,053 00
Dépenses ordinaires, estimées à.....	46,791,012 86
Surplus prévu.....	\$ 38,040 14

En outre des dépenses ordinaires, nous demanderons à cette Chambre de voter des crédits extraordinaires pour couvrir:—

Secours directs et fonds de l'assistance publique..	14,978,000 00
Travaux publics; Mines et Pêcheries; Voirie et Colonisation, sur compte de capital.....	16,425,895 00
Ajoutez à ceci—dépenses ordinaires.....	46,791,012 86
Dépenses totales projetées.....	78,194,907 86
Revenus totaux, estimés à.....	46,829,053 00
Excédent des dépenses: ordinaires, extraordinaires et de capital sur les revenus.....	\$ 31,365,854 86

En faisant les commentaires sur le déficit probable de \$31,365,854.86, il ne faut pas oublier que des engagements contractés par l'ancien régime, pour des millions de dollars, ont dû être inclus dans le budget présenté pour votre approbation.

Les tableaux suivants donnent les revenus et dépenses annuels par pourcentage:—

Revenus

	%	
Véhicules-Automobiles.....	13.66	
Gazoline.....	15.00	
Successions.....	13.87	
Corporations.....	17.08	
Divers.....	2.39	62.00
Trésor.....	2.42	
Mines.....	2.74	
Terres et Forêts.....	12.56	
Divers autres revenus.....	3.73	21.45
Commission des Liqueurs.....		11.26
Subside, Puissance du Canada.....		5.29
		100%

Prévisions budgétaires ordinaires (année 1937-38)

	%
Département du Trésor.....	23.54
Législation.....	1.46
Service civil.....	6.29
Administration de la justice, etc.....	6.14
Département du Secrétaire de la province.....	3.03
Département de la Santé.....	4.67
Département de l'Instruction Publique.....	7.01
Département des Affaires municipales, industrie et commerce..	1.16
Département des Travaux Publics.....	4.37
Département du Travail.....	6.73
Département des Mines et des Pêcheries.....	1.90
Département de l'Agriculture.....	9.01
Département de la Voirie.....	12.77
Département des Terres et Forêts.....	4.36
Département de la Colonisation.....	6.29
Charges sur le revenu et Services divers.....	1.27
	100%

Nous croyons qu'il ne serait pas à propos de réduire les dépenses nécessaires quand des réformes et améliorations urgentes sont si essentielles au bien-être de notre population. Nos estimés budgétaires prévoient une augmentation sensible des revenus avec une augmentation similaire des dépenses, espérant que par ce moyen nous hâterons le retour des jours meilleurs.

Les crédits alloués à l'industrie fondamentale de l'agriculture ont été augmentés de \$1,317,000 par rapport à l'année dernière. Il faudra de plus \$500,000 pour rencontrer les intérêts et les frais d'administration de la loi du Crédit Agricole Provincial, applicable aux dépenses ordinaires.

Une somme de \$1,626,000. de plus que les prévisions de l'année dernière a été accordée au département de la Colonisation. Des crédits additionnels ont aussi été prévus pour les départements de la Santé, Instruction publique, Voirie, Affaires Municipales, industrie et commerce.

Un montant de \$11,012,068.72 est attribué au Trésorier de la province pour les intérêts et autres dépenses de la dette publique entièrement contractée par les régimes précédents.

Les pensions de vieillesse coûteront \$2,500,000, imputable au compte des dépenses ordinaires.

Tout en demandant à l'Assemblée de voter une somme de \$12,978,000 pour Secours Directs, nous croyons sincèrement que par les mesures prises par le présent gouvernement pour corriger les abus commis dans la distribution des secours directs, nous pourrons effectuer une économie considérable et, ainsi, la somme demandée ne sera pas entièrement dépensée.

Des crédits pour une somme de \$15,000,000 ont été alloués à l'honorable Ministre de la Voirie pour commencer la transformation de nos étroits et poussiéreux chemins en larges voies sans poussière, pour le plus grand bonheur des automobilistes. Ce programme de construction de routes absorbera des milliers de sans-travail, diminuant ainsi le nombre des personnes secourues.

La même chose s'applique à la colonisation où une somme de \$10,000,000 sera employée à établir sur des terres, des gens actuellement aidés par le gouvernement au moyen de secours directs ou autrement.

Notre gouvernement de l'Union Nationale croit fermement qu'avec son système de construction de chemins et de colonisation, cette dépense constituera éventuellement un instrument d'amélioration et un placement. Nous voulons à tout prix débarrasser cette province, dans le plus court délai possible, de ce vicieux système appelé secours directs.

Nous donnons de bonnes routes aux automobilistes et, selon les promesses faites par l'honorable Premier Ministre à plusieurs reprises, et plus particulièrement durant la dernière campagne électorale quand il disait que s'il était appelé à diriger l'administration de la province, des mesures seraient prises en vue d'alléger le fardeau des automobilistes; je suis heureux de vous annoncer qu'au cours de l'année courante, la loi des véhicules-automobiles sera refondue conformément aux conditions de l'heure présente. Nous avons l'intention, à partir de l'année prochaine, de faire bénéficier les automobilistes au moyen d'une diminution du prix des licences, des économies effectuées par le présent gouvernement depuis son avènement au pouvoir.

Monsieur l'Orateur,

Une autre mesure d'économie effectuée par ce gouvernement a été la réduction volontaire dans le taux d'intérêt de 3¼% à 2¾% par les détenteurs des obligations de \$3,000,000 sur le Pont Caughnawaga, sauvant ainsi à la province \$30,000 par année.

Au cours de la présente session, l'Opposition a critiqué le gouvernement au sujet du lancement de l'emprunt de \$51,000,000. Le Chef de l'Opposition a aussi dit que le gouvernement avait payé au Syndicat, le montant de \$627,000 pour la vente de cet emprunt. Je veux dire ici au Chef de l'Opposition que c'est inexact. Pour l'information de l'Opposition, je cite les faits suivants:

Le syndicat a consenti à manier cet emprunt au taux de \$0.70 par \$100.00, c'est-à-dire qu'ils furent payés \$357,000 pour leurs services.

Les soixante-seize millions vendus précédemment par le régime Tasche-reau, dont le Chef de l'Opposition faisait alors partie, ont coûté au gouvernement \$1.13 par \$100.00 plus \$55,423 pour annonce et divers autres déboursés.

Il n'est réellement pas juste de comparer la province de Québec avec le gouvernement fédéral. Néanmoins, quelques mois après le lancement de l'emprunt de \$51,000,000 par la province de Québec, le gouvernement fédéral a vendu \$85,000,000 d'obligations au prix de \$1.80 par \$100.00 plus \$63,700 pour divers autres déboursés.

Je puis dire sans crainte d'être contredit que l'emprunt de \$51,000,000 fut le plus grand exploit financier jamais accompli dans Québec, ou dans tout le Canada, et il est douteux que nous puissions le répéter sous des conditions aussi avantageuses.

Comme conclusion, il est évident que la majorité de notre population n'est plus dans le marasme économique. Par leur propre initiative, l'épargne et les nombreux bienfaits que leur a accordée le gouvernement de l'Union Nationale, dont les principaux sont la pension de vieillesse, la pension aux aveugles et aux mères nécessiteuses, nous aurons bientôt triomphé de la plus grande dépression jamais connue—dépression qui pendant toute sa durée a encore été aggravée dans la province de Québec par les bas prix des produits agricoles.

Avec l'expansion de l'industrie de l'agriculture, l'extraordinaire activité dans nos centres miniers, le record de production de la pulpe et du papier à journal, l'augmentation anticipée de l'industrie du tourisme, nous constaterons une reprise des affaires même plus grande qu'au cours des six derniers mois et, alors, le problème du chômage sera chose du passé et la vie de beaucoup de citoyens de cette province sera de nouveau ensoleillée.

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des subsides.

PROVINCE DE QUEBEC
Revenus et Dépenses Probables
1937-1938

PROVINCE DE QUEBEC
ETAT DES REVENUS ORDINAIRES PROBABLES POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 30 JUIN 1938

Bureau du Revenu:

Provenant de taxes:

Loi des véhicules-automobiles	6,400,000 00	
Taxe sur la gazoline	7,000,000 00	
Droits sur les successions	6,500,000 00	
Taxes sur les corporations (capital)	5,000,000 00	
Taxes sur les profits des corporations	3,000,000 00	
Taxes sur transferts d'actions, débentures, etc.	600,000 00	
Autres taxes	382,100 00	
	<u>28,882,100 00</u>	
Intérêts, honoraires, amendes, confiscations, etc.	148,000 00	29,030,100 00

Département du Trésor	1,137,700 00
Bureau des assurances	128,400 00
Législation	25,000 00
Administration de la justice	328,700 00
Secrétaire de la province	238,200 00
Affaires municipales, industrie et commerce	17,000 00
Travaux publics	308,400 00
Chasse et pêcheries	385,000 00
Travail	270,500 00
Agriculture	2,500 00
Voirie	2,000 00
Mines	1,281,000 00
Terres et forêts	5,885,000 00
Colonisation	50,000 00
	<u>39,089,500 00</u>

Commission des Liqueurs:

Permis et droits	1,775,000 00
Compte de commerce (déduction faite du \$1,000,000 transféré au fonds de l'assistance publique)	3,500,000 00
Subside de la puissance du Canada	2,464,553 00

Total des revenus probables pour l'exercice se terminant le 30 juin 1938..\$ 46,829,053 00

1937-1938	\$ 46,829,053 00
1935-1936	38,666,299 00
Augmentation	<u>\$ 8,162,754 00</u>

PROVINCE DE QUEBEC
DEPENSES PROBABLES ORDINAIRES, EXTRAORDINAIRES ET DE CAPITAL
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 30 JUIN 1938

	Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	De Capital
I—Département du Trésorier provincial.....	11,012,068 72		
II—Legislation.....	681,536 00		
III—Service civil.....	2,942,302 99		
IV—Administration de la justice.....	2,874,635 00		
V—Département du secrétaire provincial.....	1,416,535 00		
VI—Département de la santé.....	2,187,372 05	2,000,000 00	
VII—Département de l'instruction publique.....	3,280,770 00		
VIII—Département des affaires municipales, industrie et commerce.....	542,292 40		
IX—Département des travaux publics.	2,043,900 70		11,100 00
X—Département du travail.....	3,149,000 00	12,978,000 00	
XI—Département des mines et pêcheries.	889,500 00		280,000 00
XII—Département de l'agriculture.....	4,215,000 00		
XIII—Département de la voirie.....	5,975,000 00		9,250,000 00
XIV—Département des terres et forêts..	2,042,400 00		
XV—Département de la colonisation....	2,943,100 00		6,884,795 00
XVI—Charges sur le revenu.....	532,000 00		
XVII—Services divers.....	63,600 00		
	\$ 46,791,012 86	14,978,000 00	16,425,895 00

SOMMAIRE

Ordinaires.....	46,791,012 86
Extraordinaires.....	14,978,000 00
De Capital.....	16,425,895 00

\$ 78,194,907 86